

Montréal, le 18 novembre 2017

## Déclaration publique de solidarité Québec-Catalogne

Dans la foulée des événements survenus en Catalogne, notamment depuis la déclaration d'indépendance par le Parlement catalan le 27 octobre dernier ;

Devant la violation des droits civils et politiques du peuple catalan et de son parlement, plus particulièrement :

Devant les menaces constantes de représailles de la part du gouvernement espagnol durant les mois précédents la tenue du referendum ;

Devant la répression et le recours à la violence pratiqués par le gouvernement espagnol à l'endroit du peuple catalan lors de la tenue du référendum du 1<sup>er</sup> octobre ;

Devant la fermeture de bureaux de scrutin et la confiscation d'urnes par le gouvernement espagnol, représentant la perte de plus de 700 000 votes ;

Devant l'incarcération de MM. Jordi Sanchez et Jordi Cuixart, respectivement présidents de l'*Assemblea nacional catalana* et d'*Òmnium cultural*, deux grandes organisations de la société civile catalane ;

Devant l'incarcération des membres de l'exécutif catalan démocratiquement élus, MM. Oriol Junqueras, Jordi Turull, Raül Romeva, Joaquim Forn, Josep Rull, Carles Mundó, ainsi que Mmes Dolors Bassa et Meritxell Borràs, et le mandat d'arrêt international émis contre le président catalan Carles Puigdemont ;

Devant l'immobilisme de la communauté internationale ;

Nous, membres de la Coalition québécoise de solidarité envers la Catalogne, exprimons haut et fort notre soutien à la population catalane qui lutte pacifiquement et démocratiquement pour son droit à l'autodétermination.

Nous condamnons fermement les accusations et les emprisonnements pour rébellion et pour sédition qui continuent de s'abattre sur les leaders catalans, alors que ceux-ci se sont fait élire démocratiquement en 2015, spécifiquement pour organiser une consultation sur l'indépendance de la Catalogne.

Nous enjoignons la communauté internationale, dans la foulée des dénonciations faites, entre autres, par Amnistie Internationale, à condamner les emprisonnements des leaders catalans, de même que le mandat d'arrêt international émis contre Carles Puigdemont.

Nous demandons au gouvernement espagnol de retirer toutes les accusations déposées contre les leaders catalans, de procéder à la libération de ceux et celles qui seraient encore emprisonnés et d'annuler le mandat d'arrêt émis contre Carles Puigdemont.

Nous demandons également à l'ensemble de la communauté internationale, en particulier au gouvernement espagnol, de reconnaître et respecter le droit à la démocratie, le droit de décider et le droit à l'autodétermination du peuple catalan.

En ce sens, nous interpellons aujourd'hui les gouvernements du Québec et du Canada afin qu'ils condamnent les emprisonnements et qu'ils reconnaissent clairement ces droits, en particulier le droit à l'autodétermination.

Car à l'instar du Québec, de la Catalogne et tant d'autres nations dans le monde, *les peuples ont le droit d'être libres !*

\*\*\*

Ont signé cette Déclaration (par ordre alphabétique) :

<b>Partis politiques</b>	<b>Société civile</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Bloc québécois</li><li>• Option nationale</li><li>• Parti québécois</li><li>• Québec solidaire</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Cercle culturel catalan du Québec</li><li>• Confédération des syndicats nationaux (CSN)</li><li>• Fédérations des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)</li><li>• Intellectuels pour la souveraineté (IPSO)</li><li>• Mouvement national des Québécoises et Québécois (MNQ)</li><li>• Organisations unies pour l'indépendance (OUI Québec)</li><li>• Réseau Cap sur l'indépendance (RCI)</li><li>• Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB)</li></ul>